

Le Maroc à la recherche d'une révolution

vendredi 21 mars 2014, par [LOTFI Chawqui](#) (Date de rédaction antérieure : 2 mars 2014).

Sommaire

- [Une crise économique sans](#)
- [Une crise sociale généralisée](#)
- [La farce démocratique et \(...\)](#)
- [Flux et reflux des mobilisatio](#)
- [Vers l'épreuve de force ?](#)

De nombreuses mobilisations sociales et démocratiques, y compris le M20F, ont traduit le besoin de changement, sans pour autant réussir à imposer des réformes profondes ou un changement radical du régime politique. Pour certains observateurs, le Maroc serait une exception en raison du multipartisme et des formes d'ouvertures politiques opérées depuis deux décennies mais aussi de « l'épaisseur historique » de l'état makhzen et de sa capacité à s'ajuster aux transformations sociales. En d'autres termes, le pouvoir malgré la crise sociale, les inégalités sociales criantes, son despotisme institutionnel aurait la capacité de réguler les contradictions qui émergent, de neutraliser les oppositions et de canaliser les revendications.

Pourtant, il y a lieu de se demander s'il s'agit d'une situation d'exception historique ou de sursis conjoncturel. Au Maroc, un processus de délégitimation du pouvoir absolu est enclenché et les éléments d'une rébellion sociale et démocratique sont en train de s'approfondir, de s'accumuler et se combiner, au-delà des apparences immédiates. Sans que l'on puisse prédire les rythmes et les formes d'un soulèvement populaire. Une révolution naît quand « ceux d'en bas » n'acceptent plus d'être gouvernés comme avant et quand « ceux d'en haut » n'arrivent plus à imposer et légitimer leur pouvoir. Or plusieurs facteurs tendent à faire émerger « ce possible ».

Une crise économique sans précédent

Le rapport social de l'ODT note que le « *déficit du compte courant de la balance des paiements a atteint 62,8 milliards de DH soit 10% du PIB. Déficit très lourd et jamais inégalé, en plus d'un déficit commercial aux alentours de 22% du PIB, soit 183 Milliards de DH et un taux de croissance ne dépassant pas les 2,8% ; tandis que le taux d'endettement a atteint 65% du PIB soit 196 milliards de DH soit 6,8 milliards de plus que 2011 et l'endettement public continue sa progression en flèche, en hausse actuellement de 8,5%. La dette globale (intérieure et extérieure) a atteint 583 milliards de DH dont celle de l'administration centrale qui représente désormais 56,8 du PIB au lieu de 53,7 à la fin de l'année 2011.* » Sans parler de la contraction des activités dans une série de secteurs, le recul des investissements, la fragilité du système bancaire. Il faut cependant aller au-delà des chiffres ou d'autres indicateurs.

Le propre des accords de libre-échanges signés avec l'Union européenne et les USA, c'est de mettre en concurrence directe des économies à productivité différente, des nains contre des géants dans un ring sans arbitre. L'année 2013 est d'abord la fin des accords intérimaires et progressifs, laissant place aux mécanismes d'une concurrence généralisée dont le coût social va être

majeur dans la décennie à venir. Les politiques d'ajustement structurel imposées dans les années 80, malgré leur violence sociale, ne sont rien en comparaison des « réformes » exigées, sans compter les exigences des institutions financières internationales en raison des prêts récemment accordées.

Cette contrainte structurelle va déterminer l'horizon économique dans un espace-temps court.

L'autre élément à prendre en compte est la nature durable de la crise du capitalisme mondial et la manière dont elle affecte l'union européenne qui apparaît comme le maillon faible des puissances dominantes. L'économie locale fortement dépendante ne peut s'appuyer sur une croissance des exportations et une diversification des marchés et, sur le plan interne, sur une consolidation du secteur productif et du tissu économique fortement exposés à la concurrence internationale. **Un véritable nœud coulant est en train de se mettre en place accentué par les politiques « de lutte contre les déficits publics », qui ne sont en réalité, que des politiques d'austérités généralisées dont l'effet majeur est de renforcer la récession.**

A cette logique globale liée aux formes d'insertion dans l'économie mondiale se combinent les traits spécifiques des classes dominantes locales. Ces dernières années, la critique de l'économie de rente est montée en puissance dévoilant le lien intime, presque incestueux, entre corruption institutionnalisée, logique de prédation et confusion des pouvoirs politiques et économiques. Il apparaît assez clairement que « l'économie de rente » traduit une domination généralisée, directe ou indirecte, de quelques familles sur l'ensemble des secteurs. Certains notent l'impact économique de ce fonctionnement : délits d'initiés, multiplication des paradis fiscaux, privilèges indus, profits considérables qui échappent aux impôts, et qui se traduisent par un manque de ressources considérables pour « le développement économique », dans une conjoncture difficile. L'idée sous-jacente est qu'avec une meilleure gouvernance, une justice plus indépendante, une plus grande déconnexion entre les cercles de décision politique et économique, un état de droit dans les affaires, on pourrait lever les blocages économiques et asseoir le pays sur les rails d'une croissance plus équilibrée. Or le problème est plus vaste que de constater que l'économie de rente fait perdre quelques points au PIB.

L'économie de rente makhzeniène est au cœur de l'économie politique de la prédation capitaliste. [1]. Si elle apparaît peu rationnelle du point de vue d'un « développement économique », elle est très rationnelle du point de vue de la logique interne du système. D'abord le pouvoir central, à travers la corruption institutionnalisée, reproduit une partie de sa base sociale et politique. La pratique des agréments qui n'est que le sommet de l'iceberg, vise à produire ou maintenir des alliés dans différentes couches sociales et corporations nécessaires à sa stabilité. Et d'autre part, **il y a une corrélation très étroite entre la poussée du néolibéralisme, la corruption institutionnalisée et la concentration de la propriété.** La constitution de « monopoles de fait » ne relève pas seulement de l'intervention de la monarchie et de son entourage immédiat dans les affaires, elle a des racines plus profondes. Le propre du capitalisme néolibéral dépendant est qu'il a renforcé les bases économiques, matérielles du despotisme à la faveur des vagues successives de privatisation et libéralisation. Et il l'a fait à partir de ce que certains auteurs nomment « l'accumulation par dépossession » rendue possible par les politiques de déréglementation généralisée. Plus rien ne vient entraver la logique du profit maximum et l'accaparement maximal des ressources. La corruption n'est-elle pas, dans ses formes les plus développées, une capture de l'état pour maintenir ou conquérir des marchés et des propriétés ?.

La structure historique parasitaire du makhzen (et pas seulement l'existence de lobbies) qui a toujours privilégié les investissements improductifs et la captation des ressources, y compris par le monopole de la violence organisée, a fusionné avec la logique de prédation spécifique du néolibéralisme généralisée. **Il y a un lien très étroit entre despotisme, situation de dépendance,**

prédation et politiques de paupérisation. Prenons un seul exemple au milieu de milliers d'autres : Imider où le pompage effréné de la nappe phréatique et des ressources d'eau, par une compagnie bien connue, spécialisée dans l'extraction des mines d'argent de fer, fortement connectée au marché mondial, ramène un village entier à l'âge des cavernes, tout en le soumettant à une répression incessante.

Les dynamiques économiques imbriquent néo-libéralisme généralisée et logique de prédation rentière, donnant un caractère quasi maffieux à la bourgeoisie locale. C'est d'abord pour cette raison que l'économie locale va subir en profondeur, aussi bien dans les villes que les campagnes, l'impact de la crise du capitalisme mondial et que les politiques en place vont aggraver la récession et s'avèrent incapables de lutter contre la corruption et la rente.

Une crise sociale généralisée

Trois décennies de politiques d'ajustements structurels ont abouti à une dégradation sensible des conditions de travail et de vie, non seulement des majorités populaires, mais aussi de secteurs de classes moyennes. La crise actuelle du capitalisme fait que l'économie informelle ne joue plus le rôle d'un filet social, même relatif et dérisoire, et n'arrive plus à absorber un chômage de masse en expansion, ni à assurer le minimum vital face à l'explosion des prix. Elle développe la concentration inégalitaire des richesses. La violence sociale est palpable à tous les niveaux. Les indicateurs de la pauvreté ont connu une percée sur cette décennie. La précarité dans le travail s'étend bien au-delà du secteur privé. Des millions de personnes ne peuvent ni se soigner, ni bénéficier d'une protection sociale, une grande majorité n'a pas droit à une retraite, si ce n'est des pensions misérables, près de 9 millions vivent en dessous du seuil de pauvreté. Une fraction majoritaire de la jeunesse se retrouve sans qualification et/ou sans emploi, les salaires gelés sont dérisoires en comparaison du coût de la vie. Il est de plus en plus difficile et carrément impossible d'accéder à un logement décent, de se soigner, d'étudier. La malnutrition et certaines épidémies regagnent du terrain. Il n'est pas nécessaire de décrire ici ce que tout le monde connaît.

Ce qui marque profondément les politiques en cours, bien avant même le gouvernement benkirane, c'est un mécanisme particulier de reproduction élargie des inégalités sociales. Les politiques de l'Etat, au nom de la lutte contre les déficits publics, ne s'attaquent pas seulement aux salaires et conditions de travail mais touchent d'emblée les conditions de vie et de reproduction sociale. L'objectif non déclaré est, à travers l'austérité budgétaire et le démantèlement des services publics, de réduire le coût global de la force de travail, la part des richesses produites qui bénéficiaient même mal et d'une manière très partielle et inégale aux classes populaires. **Surexploitation, dépossession, paupérisation sont des mécanismes sociaux de transfert des richesses qui bénéficient à une minorité de plus en plus riche.** A moins d'oublier que derrière l'économie de marché des rapports sociaux existent. Car il faut bien expliquer pourquoi ou comment la production de richesses globales qui a augmenté ces dernières décennies aboutit, non pas à une réduction des inégalités, mais à son expansion. Ou si l'on veut aborder le problème différemment, nous pouvons dire que **la marginalisation de territoires entiers (et des populations qui y vivent), la casse sociale, le chômage de masse ne sont pas des phénomènes naturels ou la conséquence d'une mauvaise gouvernance, mais le résultat d'un fonctionnement global, construit et maintenu politiquement, et qui renvoie au talon de fer de la dictature du (sur) profit sur les besoins, des prédateurs sur la population.**

Il n'y a pas de fatalité économique mais un ordre social et politique, où la logique de profits, dans le cadre d'une concurrence généralisée et maffieuse, produit en permanence la guerre sociale contre les pauvres, avec son lot d'exclusion, de misère et de précarité. L'exemple même de la réforme de la

caisse de compensation est significatif. La proposition d'aide directe supposer bénéficier à 2 millions de personnes (alors que selon les chiffres officiels, il y aurait 8,5 millions en dessous de la pauvreté) restent dérisoires : qu'est-ce que 500dh dans la conjoncture sociale actuelle ? Alors qu'un démantèlement de la caisse de compensation signifierait une inflation quasi automatique des prix de denrées de base. On enlève d'une main ce qu'on donne de l'autre, sans toucher aux mécanismes de subvention directe ou indirecte des grandes entreprises et sans tenir compte de la hausse structurelle de la facture énergétique et alimentaire. Et que deviendrait les soi-disant 24 milliards de dirhams économisés ?

Le seul résultat est le risque d'une explosion sociale et c'est la seule raison pour laquelle cette décision politique a été reportée jusqu'ici. On pourrait multiplier les exemples de « cette politique de classe ». Or une analyse même sommaire des raisons du creusement des déficits, montrerait non pas que les caisses sont vides (sauf pour la population) mais qu'elles vont ailleurs. Faut-il rappeler que la réduction des impôts sur les grandes entreprises et hauts revenus a entraîné depuis 2007 un manque à gagner de 30 milliards ? Faut-il rappeler que le code actuel des investissements autorise le rapatriement des bénéfices nets des multinationales, ce qui équivaut à plusieurs milliards annuels ? Sans compter ceux dissimulés qui apparaissent comme des échanges comptables entre filiales d'un même groupe ? Faut-il rappeler que les accords de libre-échange ont laminé les taxes de douanes ? Faut-il rappeler les vagues d'exonération et d'amnistie fiscales qui touchent tant les entreprises publiques que privées et en particulier dans le foncier et l'immobilier ? Assurant une perte sèche de recettes de plus de 36 milliards. Faut-il rappeler que plus de 220 milliards de dirhams ont été placés dans des banques étrangères par les prédateurs locaux pour la seule année 2011 ? Faut-il rappeler, ce qui n'apparaît jamais dans les comptes, les sommes faramineuses extorquées sur le budget public par les voies royales de la corruption, du délit d'initiés, du maquillage des comptes ? . Sans compter la part omnivore du budget royal... **Le déficit public n'est rien d'autre que le résultat de politiques décidées en haut lieu pour les intérêts d'une minorité qui sait que sa fortune repose sur le racket généralisé, la baisse continue du coût de travail et un système fiscal des plus injustes du monde.** Au nom des « équilibres macro-économiques », on allonge l'âge de départ de la retraite, on casse la gratuité de l'enseignement, on impose le gel des salaires, on augmente le prix du gazoil et des denrées alimentaires, on détruit l'hôpital public et on casse le droit de grève ?.

Les logiques économiques en place sont contradictoires avec la satisfaction des droits et besoins élémentaires de fractions de plus en plus larges de la population. C'est pourquoi la crise sociale va s'approfondir. Qui peut raisonnablement penser que cette situation ne va pas produire des contestations encore plus profondes alors que la jeunesse voit son horizon bouché et que de larges fractions populaires sont à la limite de la logique de survie ?

La farce démocratique et la crise politique

Un pouvoir qui ne peut assurer ni progrès social, ni l'extension des droits et des libertés, suscite un antagonisme fondamental avec les forces sociales qui vivent la précarité, l'exploitation et la hogra d'une manière quotidienne. Cet antagonisme peut être atténué et masqué pendant un temps lorsqu'il arrive à produire des formes de légitimation qui masque sa nature régressive et despotique. Or aujourd'hui au Maroc, ces formes de légitimation sont en crise. La légitimation octroyée par le mouvement national au sultanat au moment des luttes pour l'indépendance fait partie de la préhistoire. La question du Sahara occidental comme moteur d'un « consensus national » et de « la paix sociale » s'est effritée devant l'enlisement d'un conflit et la réalité des urgences sociales. La légitimité religieuse du commandeur des croyants est contestée par des mouvements islamistes solidement enracinés, et par des transformations sociales et culturelles

qui font émerger une conception démocratique du pouvoir, où même le représentant de dieu sur terre doit rendre des comptes et ne pas être au-dessus des lois. La centralité arabo-islamique dans sa version « jacobine » se heurte à la montée des mouvements culturels amazighs qui croisent revendications culturelles et politiques. Les légitimités sociales enracinées dans l'univers rural, qui ont permis historiquement au makhzen d'assurer sa domination sur les villes et de reconstruire ses assises « féodales » derrière des apparences de « modernité », sont déstructurées par l'extension de l'urbanisation, les transformations capitalistes dans les campagnes et le développement ascendant de contestations sociales dans les régions marginalisées.

Que reste-t-il ? La fameuse transition démocratique ?... qui n'a transité que vers un pouvoir encore plus absolu sur le plan économique et politique. Il est très difficile de contester que les institutions politiques apparaissent radicalement étrangères aux citoyens, corrompus, arbitraires et au service des puissants et des affairistes. Que l'ensemble de la classe politique institutionnelle a l'échine courbe devant celui qui la nourrit à coup de prébendes et privilèges, en échange de sa servilité volontaire. Et la fameuse entourloupe, selon laquelle « le palais veut » mais est entouré d'incapables, a fait long feu, parce qu'une chose a été acquise ces dernières années, que ces incapables sont là où ils sont, du seul fait du prince, et **que derrière un corrompu il y a toujours un corrupteur**. Mais aussi pour une raison plus profonde, dans la constitution makhzenienne non écrite, la monarchie gouverne à travers des partis qui n'ont pas d'autre légitimité que d'être des extensions périphériques de l'appareil d'état. On l'a vu avec la domestication de l'opposition historique. On le voit aujourd'hui avec le PJD.

Le pouvoir est devant une équation impossible : plus il utilise les partis et acteurs de la façade démocratique, pour voiler sa nature despotique, plus ils perdent en substance sociale et crédit politique. On peut maquiller les acteurs, gagner du temps en jouant sur le renouvellement électoral de « la façade démocratique » et par l'instauration d'un pseudo « dialogue social, la scène reste la même et la pièce jouée, un remake d'un mauvais film de série B avec des bouffons sans talents. Et cela pose un problème pour le pouvoir : les partis, les bureaucraties syndicales, la société civile officielle, sont usés jusqu'à la corde et ne constituent plus des gardes fous crédibles où peut se déverser la colère sociale et populaire (en épargnant la monarchie). Ils n'ont plus les moyens de canaliser les luttes concrètes vers des garages institutionnelles, ni de noyer les aspirations sociales et démocratiques dans un tour de passe-passe électoral ou une énième réforme constitutionnelle. Nous ne sommes plus dans la phase où la dialectique palais/mouvement national pouvait cultiver l'illusion qu'existait une opposition capable d'incarner plus ou moins un changement. Nous ne sommes plus non plus dans la phase du début du nouveau règne où le régime cherchait à cultiver une image de rupture avec Hassan II. Après l'échec du PAM et le discrédit du PJD que restera t'il comme atout pour le pouvoir ? . La monarchie peut de moins en moins masquer sa responsabilité centrale dans la dilapidation de richesses publiques, dans la corruption institutionnalisée, dans la mainmise des ressources par une minorité.

Le pouvoir absolu ne se partage pas. Mais un pouvoir absolu qui ne peut s'appuyer sur des relais politiques et sociaux crédibles dans la société (relais qui par le passé ont pu jusqu'à un certain point canaliser le mécontentement), tend à créer les conditions d'un vide politique et les possibilités d'un choc frontal avec les majorités populaires.

Flux et reflux des mobilisations

Il ne s'agit pas pour nous d'affirmer que la révolution est inéluctable en raison du renforcement objectif des contradictions sociales et de l'approfondissement de la crise sociale et politique. Il n'y a rien de mécanique ni d'inéluctable. D'abord parce que la crise développe des aspects

contradictoires : elle peut alimenter un ras le bol général mais aussi un repli pour faire face aux nécessités quotidiennes. La logique de survie et la précarité sont des freins aux mobilisations. Mais aussi parce que la révolution est un processus majoritaire conscient qui reste à construire face à un adversaire tenace, conscient de ses intérêts et qui n'abdiquera pas simplement parce que « le peuple veut ». Transformer les rapports de force concrets, sur le terrain social et politique, est un préalable à la cristallisation d'un possible révolutionnaire. Les dynamiques actuelles des luttes relèvent les potentialités de la situation mais aussi ses limites :

Notons d'abord l'extension des mobilisations sociales sur de nombreux fronts. Elles font apparaître une donnée essentielle : ce sont les questions de l'emploi, du logement, du coût de la vie, des conditions concrètes d'existence qui travaillent en profondeur la lutte de la classe et l'aspiration à un changement global. Cette extension des luttes a des racines plus lointaines que le M20F mais a été amplifiée depuis. Elle affecte d'une manière particulière le « Maroc inutile » témoignant d'un réveil social dans les régions marginalisées et marque l'extension géographique et sociale de la contestation. **Ce sont de nouvelles forces qui arrivent sur le terrain de la lutte.** Elle se traduit aussi par l'émergence de mouvements sociaux multiples dans les villes que ça soit sur les questions de factures d'eau et d'électricité, de logement, de transport, de santé, et évidemment sur la question du chômage. Ces luttes sont combatives, assument pour une grande part la confrontation avec le pouvoir et l'appareil gouvernemental répressif, mobilisent des secteurs populaires divers qui ne croient pas dans la façade démocratique et les partis qui lui sont liés. Et surtout mettent en avant des formes de lutte qui reposent sur l'action directe et mobilisent des forces qui ne sont pas encadrées par les organisations, même si celle-ci peuvent parfois les soutenir. **Ce sont les bases sociales populaires du prochain mouvement révolutionnaire.** La principale faiblesse des luttes est qu'elles restent localisées, catégorielles, ne sont pas structurées au niveau national (à l'exception du mouvement des diplômés chômeurs) et restent pour l'essentiel isolées. Leur multiplication ne signifie pas leur coordination.

Notons aussi la brèche ouverte par le M20F. Certes, aujourd'hui le mouvement a perdu son caractère de masse et nationale et a connu un reflux en raison d'une combinaison de facteurs. **Certains sont indépendants du mouvement lui-même et relèvent de la situation générale.** [2] Le pouvoir a réussi à manœuvrer politiquement pour recevoir l'appui des états dominants de l'hémisphère nord en vendant sa « réforme constitutionnelle », il a su combiner répression et tolérance des manifestations pour éviter toute radicalisation et massification, il a pu, par différentes concessions formelles, empêcher la constitution d'un front social, syndical et démocratique capable d'assurer une jonction des protestations. Il a su jouer aussi sur la peur de l'inconnu dans certaines couches de la population encourageant par ses manœuvres une forme d'attentisme. Il a réussi à souder le bloc dominant, ses appuis sociaux et politiques, assumer une fermeté laissant entrevoir qu'il ne cèdera pas, posant de fait ,la nécessité d'un affrontement global qui ne faisait pas consensus au sein des forces présentes ou en soutien au M20F. Il a su jouer aussi sur les contradictions internes des forces qui soutenaient le mouvement tout en élevant le niveau de la répression. **Mais il y a aussi des faiblesses propres au mouvement qui ont contribué au reflux.**

Sans chercher à développer l'ensemble des aspects, on peut noter certains points : **la physionomie politique globale du M20F apparaissait comme celle d'un mouvement qui luttait pour une constitution démocratique,** même si sa plateforme revendicative ne se limitait pas à ce point, avec deux effets sur la dynamique globale de lutte. D'une part, la difficulté d'une jonction avec les mouvements et mobilisations sociales, y compris celles qui ont marqué le terrain politique avant la naissance du Mouvement, sur la base de cette revendication. **La revendication de la constitution démocratique n'apparaissait pas nécessairement, à une échelle de masse, comme une réponse à l'urgence sociale.**

Le deuxième effet tient à l'ambiguïté contenu dans cette revendication : une constitution démocratique, une demakhzenisation de l'Etat est-elle possible dans le cadre de la monarchie ? La critique publique portée par le 20F visait l'entourage immédiat du palais, certaines attributions spécifiques de ce dernier, sur la forme du régime politique bien plus que sur son contenu et sa structure. Que cela soit une étape nécessaire ou non, on ne peut occulter l'effet (pas nécessairement prévu ou souhaité) de ce positionnement : **il a rendu possible « l'illusion réformiste » et le pouvoir s'en ait saisi pour légitimer sa réforme.** Il a pu dire « il y aura une nouvelle constitution, un nouveau gouvernement et un nouveau parlement ». Cette physionomie politique globale a rendu difficile la reproduction élargie du rapport de force tant sur le terrain social que politique. Le lendemain du referendum annonçant la victoire du oui, le mouvement s'est retrouvé en situation défensive sur le terrain politique, malgré encore de fortes mobilisations. Et plus encore après la tenue des élections. Le recentrage partiel sur les slogans sociaux n'a pu inverser la dynamique politique. Le deuxième facteur d'affaiblissement tient à sa stratégie de lutte. Là aussi, il ne faut pas tomber dans une vision manichéenne. Il était juste que le mouvement teste ses capacités de mobilisation et la réalité de ses appuis. Il ne reste pas moins que la forme adoptée de manifestations nationales mensuelles, si elle a donné une visibilité au mouvement, ne permettait pas de déplacer les rapports de force. Il ne s'agit pas de décréter qu'on pouvait aller, par simple volontarisme, vers des formes d'occupations de masses articulées à des manifestations et des grèves ou, d'une manière générale vers des formes de luttes offensives, **mais un constat objectif est que face à un régime qui a tenu face aux manifestations, la question d'élaborer les conditions d'autres formes de luttes de masse étaient posées. Il n'y a pas eu de discussion réelle sur cette question au sein du 20F ou des forces en soutien.**

Le troisième élément est sans doute le plus important. Il touche la forme d'organisation du mouvement qui est une question politique et pas seulement technique. Le M20F n'a pas pu se doter de structuration nationale qui lui est propre, s'auto organiser en profondeur localement et nationalement. Il n'a pas su élaborer des formes collectives d'organisation, qui impliqueraient centralement les nouvelles générations et les nouvelles forces militantes, qui avaient peu de liens avec les cadres organisés traditionnels. Sa fonction politique s'est réduite assez rapidement à l'organisation logistique des manifestations, à l'activisme plutôt que la construction d'un cadre d'intervention qui rendait possible la participation massive des manifestants et la maîtrise de leurs luttes et revendications à tous les niveaux. Il n'a pas su trouver aussi une articulation plus ouverte, imaginer une collaboration plus inclusif avec les mouvements sociaux qui préexistaient ou non au M20f, auquel on proposait seulement de le rejoindre, sans que la question des liens entre les différents combats soient explicités. Cette question de l'auto organisation inclusif et de l'unité d'action avec les mouvements sociaux est l'élément le plus important, car c'est cela qui pouvait potentiellement garantir la possibilité de l'enracinement et l'élargissement de la mobilisation. Son absence a pesé dans l'élaboration des réajustements nécessaires sur le terrain des revendications et formes de luttes, dans l'évolution de la structuration du mouvement pour qu'il prenne pied d'une manière permanente dans les quartiers populaires et « le peuple mobilisé », dans la capacité à rebondir, malgré les aléas de la faible implication ou défection de certaines « forces de soutien ». Mais malgré toutes ces limites, **le M20F a ouvert une brèche qui ne se refermera pas de sitôt.** Il a mis en avant des revendications sociales et démocratiques contradictoires avec la structure despotique du pouvoir et sa logique de prédation économique au détriment de toute justice sociale. il a remis à l'honneur la lutte collective s'appuyant sur des mobilisations populaires, la construction d'un rapport de force par l'action, plutôt que par les stratégies partisans institutionnelles et électoralistes. Il a ouvert la voie à la construction d'une nouvelle légitimité politique basé sur le droit à l'autodétermination du peuple. Il a brisé les tabous et fait reculer la peur. Il a fait la démonstration d'un large potentiel de lutte, d'une soif de changement, qui a impacté toute la société. Et toute une nouvelle génération est en train d'apprendre à se battre.

Ces éléments positifs ne disparaîtront pas. **Le reflux est lié à une crise de perspective sur les moyens de lutter efficacement pour changer les rapports de force, mais les raisons qui ont fait émerger le M20F sont encore là, et la génération qui s'est battue, n'a pas disparue.**

Avec le recul, on pourrait penser, malgré les limites de l'analogie, que le M20f est l'équivalent du mouvement kefaya (mais avec plus de profondeur social) et du cycle de luttes des années 2004-2006 en Egypte, le point de départ d'un processus qui a mis quelques années pour déboucher mais.... qui a abouti !.

Vers l'épreuve de force ?

Le pouvoir est parfaitement conscient de la fragilité de la situation. En réalité plusieurs scénarios sont possibles : **une explosion sociale généralisée** en raison d'attaques frontales du pouvoir et de l'accentuation de ses politiques antipopulaires sur tous les fronts. Ce qui rend possible cette hypothèse est que d'une part, le ras le bol est général, le seuil de tolérance par rapport à la dégradation des conditions de vie est largement atteint, alors que les possibilités de faire reculer le pouvoir, par des formes de luttes classiques, sont inexistantes. Ce qui s'est passé à Marrakech fin 2012 est possible à une autre échelle. D'autres luttes depuis 2010 témoignent d'une dynamique semblable de confrontation, y compris en faisant face à l'appareil répressif. Une telle situation ne se résumerait pas nécessairement à de simples émeutes de la faim comme celle que l'on a connue par le passé, même si l'exaspération sociale et la faiblesse des organisations de masses, peuvent conduire à une colère inorganisée. Les soulèvements sociaux que l'on a connu sous des formes diverses à bouarfa, figuig, chlihat, ait bouayach, imzouren, hoceima, taza, imider , dans la région de khenifra, midelt, khouribga, asfi, sidi ifni, beni mellal, salé, et bien d'autres endroits, témoignent des formes de luttes et contradictions sociales en cours.

Une des tendances les plus probables est celle d'une poussée forte des luttes sociales semi organisées, des explosions sociales localisées, qui se confrontent directement à l'appareil d'Etat. Cette confrontation pose d'emblée l'unité de la lutte sociale et de la lutte démocratique, elle met en avant l'impossibilité de satisfaction des revendications élémentaires sans faire face à l'appareil d'état et les structures politiques et gouvernementales.

A un degré ou un autre, le rôle joué par des militants chômeurs et étudiants originaires de ces régions ou quartiers populaires a posé **un début d'articulation** avec des mouvements sociaux plus organisés (andcm, unem, amdh). Si toutefois le mouvement démocratique révolutionnaire en gestation, les courants sociaux et politiques progressistes radicaux, arrivent à se lier aux luttes sociales concrètes qui prennent forme dans les quartiers populaires et les régions marginalisées, **la possibilité de relancer un cycle de lutte de masse , cette fois non pas centrée sur la « constitution démocratique », mais sur la question sociale , la défense des libertés , la fin de l'Etat policier et du règne de la matraque**, est une hypothèse possible. Un cycle où le ressort profond d'une dynamique nationale, repose sur les luttes à la base et les mouvements sociaux liés à l'urgence sociale et démocratique. Le centre de gravité de la question sociale est l'insatisfaction des droits à une existence digne, celle de la question démocratique se traduit d'abord dans la réalité pesante de la répression d'état, de l'arbitraire policier, sous toutes ses formes qui accompagnent le mouvement de contestation réel. Et qui donne à la lutte pour le droit de s'organiser, s'exprimer, de manifester une dimension politique directe. **L'articulation des deux peut être explosive pour le pouvoir.**

La question qui se pose pour la construction d'un rapport de force global est double : **celle du développement et de la jonction ou non de ces processus sociaux, des différentes luttes qui ont lieu au sein du « peuple d'en bas », sans droit élémentaires, et les catégories sociales et professionnelles qui voient leurs droits laminés.** En d'autres termes la question est celle de

l'unité des aspirations et des combats du secteur public et du secteur privé, de la jeunesse scolarisée et de la jeunesse enchomagée, du prolétariat informel et des secteurs du monde du travail, des populations marginalisées du Maroc inutile et des couches populaires urbaines . La crise profonde du mouvement syndical , paralysé par ses bureaucraties et sans alternative de masse qui se dégage, ses conflits internes et la faiblesse de la gauche, son extériorité par rapport aux préoccupations concrètes et luttes populaires, laisse penser que les possibilités de cette jonction ne prendra pas la forme d'un investissement qualitatif et décisif du mouvement syndical dans la combat global pour la justice sociale et la lutte contre le despotisme. Même si évidemment, des militants et des fédérations seront présents. Mais on ne peut non plus ignorer que l'offensive du pouvoir contre le « monde du travail », l'épuisement de la farce du dialogue sociale et le discrédit des directions bureaucratiques, posent les jalons de luttes importantes qui trouveront leurs propres formes d'expressions pour faire face aux blocages d'appareils. **L'autre défi est bien celui de la jonction avec les mouvements qui portent des revendications démocratiques spécifiques ou globales** : les luttes pour les droits humains dans leur universalité, l'Egalite entre les hommes et les femmes à tous les niveaux, les luttes pour une laïcité ouverte qui séparent la religion du politique, les luttes pour l'affirmation des libertés individuelles et collectives, les luttes pour la reconnaissance réelle de la culture amazigh, les luttes pour un art , une culture et des medias indépendants pour ne citer que celle-là. Encore en gestation pour certaines d'entre elles, elles sont d'un apport essentiel pour le combat d'émancipation dans une vision qui ne hiérarchise ni les luttes, ni les contradictions. **Le M20F a permis une jonction partielle, une relance d'un mouvement doit porter les articulations de ce combat à un niveau supérieur.**

On peut aussi noter que le M20f a accéléré ou du moins posé les éléments d'un changement du paysage social, culturel, médiatique qui contribue au changement de l'état d'esprit des secteurs avancés ou en lutte de la société. Une information plus indépendante se développe mais le plus important est qu'il a enraciné la légitimité de lutte pour les droits sur différents terrains et fait reculer la peur et les tabous. La psychologie de la soumission recule. Cette brèche ouverte ne se refermera pas.

Nous sommes dans une phase sociale et politique qui pose la nécessité d' une accumulation et réorganisation du combat populaire pour faire face aux défis d'un changement global. Le reflux n'est pas celui d'une défaite au sens d'un écrasement moral, physique et politique des combats sociaux et démocratiques. Il n'y a pas eu de défaite des nouvelles générations. S'il y a défaite, elle est partielle et relative et renvoie à un combat inachevé, confronté à ses propres limites et à des obstacles plus grands, que ses capacités momentanées. Et ce reflux ne signifie pas que les contradictions sociales et démocratiques qui ont inauguré notre « printemps » ont disparu, bien au contraire, elles se renforcent. Mais Il y a urgence, parce que nous sommes rentrés dans une période où il peut y avoir des accélérations. Certes, il parait peu probable que les schémas tunisien ou égyptien se répètent, celui de l'émergence d'un mouvement populaire qui rassemble en un temps court, une grande majorité du peuple et se radicalise sous l'effet de la répression. On peut penser qu'il n'y aura pas un effondrement général et rapide du régime politique **mais un processus de délégitimation , de crise, de tensions, dans un contexte d'instabilité sociale et d'accentuation des luttes sur différents fronts dont on ne peut prévoir les formes de maturation politiques.** La crise générale du système de domination se fera par « paliers successifs » mais on ne peut exclure des événements qui cristallisent des réactions de masses : une mesure antipopulaire, une répression qui dérape, un scandale qui fait déborder l'eau du vase, une erreur majeure du pouvoir, des facteurs imprévisibles qui mettent le feu à la plaine. On ne peut que prévoir la lutte, son développement et comprendre le caractère potentiellement explosif de la situation. Mais dans cette configuration, l'affirmation d'un mouvement démocratique révolutionnaire **qui soit en continuité et dépassement du M20F,** capable d'unifier les mobilisations sociales et d'assurer leur jonction sur le terrain des protestations

politiques contre le pouvoir, peut être un élément décisif dans le développement qualitatif de la lutte et de son issue.

Face à l'approfondissement de la crise sociale et politique et à la dynamique des mobilisations, le pouvoir opère un tournant répressif généralisé. [3] . Il traduit en partie le désarroi d'un pouvoir dont la façade démocratique et les instruments de « dialogue social » ont perdu de leur efficacité. Le tournant répressif visant à restaurer « l'autorité de l'état, est une stratégie politique globale et durable pour avorter dans l'œuf, toute possibilité d'émergence d'un nouveau cycle de mobilisation de masse. **Il s'agit d'éviter que la brèche ouverte par le M20F murisse dans les profondeurs de la société pour rejaillir sous d'autres formes, avec un autre contenu de masse plus radical.** Ce qu'il ne peut accepter est que des forces nouvelles, parfois, souvent sans traditions de lutte, résistent avec détermination, et que ces résistances, soient jusqu' à un certain point soutenues par des forces organisées ou s'organisent elles même sur la durée. Mais ce tournant produit des effets contradictoires : il rend plus difficile la continuité et le développement des mobilisations, le pouvoir espère ainsi stopper net les processus sociaux et politiques qui remodelent la conscience collective des masses populaires et gagner du temps. Mais en même temps, **la réalité massive de la répression contribue à durcir l'antagonisme avec le pouvoir, à faire la démonstration qu'il n'est pas réformable, créant les conditions d'une radicalisation de la révolte.**

Le premier ennemi du pouvoir c'est lui-même. Par son arrogance, son despotisme étalé, l'institutionnalisation de la Hogra, sa corruption et prédation affichée, sa répression systématique, par la somme de ses mesures antipopulaires, il fabrique les maillons faibles de son système de domination et souffle sur la braise qui couve. **Il crée, par ses politiques, les conditions d'une fusion ou combinaison des contradictions. Les confrontations et luttes majeures sont devant nous et non pas derrière.** La révolution qui vient nécessitera des forces démocratiques révolutionnaires une approche radicalement novatrice de la lutte et de son approche du changement. C'est possible et nécessaire, nous y reviendrons, pour mener la lutte jusqu'au bout.

Chawqui Lotfi

P.-S.

* Publié le 02/03/2013 sur Pour une alternative révolutionnaire :

<http://badiltawri.wordpress.com/2013/03/02/le-maroc-a-la-recherche-dune-revolution/>

Notes

[1] Voir à ce sujet : badiltawri.wordpress.com/.../leconomie-politique-de-la-predation-le-...

[2] Voir aussi sur ESSF (article 24130), [Maroc : le Mouvement du 20 février un an après.](#)

[3] Voir aussi blogs.mediapart.fr/...le.../la-situation-au-maroc-entre-makhzen-et-r